

DECLARATION

Fédération Nationale CGT des Personnels des Organismes Sociaux
COMMISSION PARITAIRE SANTÉ – 30 JUIN 2026

Une fois encore, cette Commission Paritaire Santé se réunit alors que les salariés de la Sécurité sociale attendent toujours des réponses concrètes aux revendications qu'ils portent depuis des mois... et même depuis des années.

Une fois encore, la FNPOS CGT alerte.

Une fois encore, les salariés expriment leur colère, leur lassitude et leur profond découragement.

Et une fois encore, l'Ucanss, les Caisses nationales et la tutelle choisissent le silence, l'attentisme ou les effets d'annonce.

Le constat est désormais sans appel. Il ne s'agit plus d'un défaut d'écoute. Il ne s'agit plus d'un retard dans les réponses.

Il s'agit d'un véritable **mépris institutionnalisé** envers les femmes et les hommes qui assurent chaque jour le fonctionnement de notre Sécurité sociale.

Pendant que l'inflation a durablement amputé le pouvoir de vivre des salariés...

Pendant que les minima conventionnels sont régulièrement rattrapés par le SMIC...

Pendant que les carrières sont bloquées...

Pendant que les métiers perdent leur attractivité...

Vous refusez toujours d'ouvrir de véritables négociations salariales.

Votre immobilisme est devenu une politique. Et ce sont les salariés qui en paient le prix.

Les rémunérations reculent. Les qualifications ne sont plus reconnues. Les parcours professionnels sont figés. Les compétences sont dévalorisées.

L'engagement des salariés est traité comme une simple variable d'ajustement budgétaire.

Pourtant, jamais les personnels de la Sécurité sociale n'ont autant produit avec aussi peu de moyens.

À chaque nouvelle COG, à chaque nouveau CPG, le même scénario se répète :

- des suppressions de postes ;
- des mutualisations imposées ;
- une spécialisation toujours plus poussée des activités ;
- une perte de proximité avec les assurés ;
- une industrialisation croissante des missions ;
- des objectifs toujours plus nombreux ;
- des indicateurs toujours plus absurdes ;
- une pression permanente sur les résultats.

.../...

Vous avez progressivement remplacé le sens du travail par la culture du chiffre.

Vous pilotez désormais la Sécurité sociale comme une entreprise de production.

Tout est mesuré. Tout est comptabilisé. Tout est chronométré.

Sauf l'essentiel : la qualité du service rendu et les conditions dans lesquelles les salariés exercent leurs missions.

Le travail bien fait n'est plus reconnu.

Le temps nécessaire pour accompagner correctement les assurés n'existe plus.

Les agents sont sommés d'aller toujours plus vite, de produire toujours davantage, quitte à renoncer à ce qui fait pourtant le cœur de leur métier.

Voilà la réalité des conflits de valeurs.

Les salariés ne souffrent pas uniquement d'une surcharge de travail.

Ils souffrent de ne plus pouvoir exercer correctement leur profession.

Ils souffrent de devoir appliquer des procédures qu'ils savent parfois contraires à l'intérêt des assurés.

Ils souffrent de devoir répondre aux exigences des tableaux de bord plutôt qu'aux besoins de la population.

Ils souffrent de devoir justifier des décisions qu'ils ne partagent pas.

Ils souffrent de devoir sacrifier le sens même de leur mission.

Comment s'étonner, dès lors, que les risques psychosociaux explosent ? Que les arrêts de travail se multiplient ? Que les burn-out deviennent une réalité quotidienne ? Que les collectifs de travail se désagrègent ?

Et malgré cela, malgré les expertises, malgré les enquêtes, malgré les alertes répétées des représentants du personnel, malgré les rapports de la médecine du travail...

Vous continuez à traiter les risques psychosociaux comme un simple problème de communication.

Quelques formations, quelques ateliers, quelques campagnes d'affichage, et surtout, aucune remise en cause des véritables causes.

Car les causes sont connues.

Ce sont les suppressions d'effectifs, les réorganisations permanentes, les charges de travail intenable, les objectifs irréalistes, les restructurations imposées, les politiques budgétaires que vous choisissez de conduire.

Les risques psychosociaux ne sont pas une fatalité. Ils sont la conséquence directe de vos choix de gestion.

.../...

La prévention ne commencera jamais par un nouveau guide méthodologique. Elle commencera par des effectifs suffisants, des salaires dignes, des organisations du travail respectueuses des salariés, par le respect tout simplement.

À cette souffrance s'ajoute désormais une autre réalité que chacun connaît : celle des outils informatiques.

Depuis plusieurs années, les salariés servent de laboratoire à des applications inabouties, à des logiciels instables, à des évolutions déployées dans la précipitation et à des projets numériques conçus loin du terrain.

Quand les outils tombent en panne, quand les applications ralentissent, quand les téléservices dysfonctionnent... Ce ne sont ni les Caisses nationales, ni les directions qui font face aux assurés.

Ce sont les salariés.

Ce sont eux qui absorbent la colère du public, qui expliquent l'inexplicable, qui compensent chaque jour les défaillances techniques.

La transformation numérique devait simplifier le travail. Elle est trop souvent devenue une source supplémentaire de pénibilité.

Les salariés n'ont pas besoin de nouveaux slogans sur "l'innovation". Ils ont besoin d'outils qui fonctionnent. Ils ont besoin d'être écoutés avant les déploiements.

Ils ont besoin que cesse cette logique consistant à faire d'eux les cobayes permanents de projets informatiques inachevés.

Plus largement, nous dénonçons une politique nationale qui demande toujours davantage aux organismes tout en leur retirant progressivement les moyens d'exercer leurs missions.

Les COG organisent les économies. Les CPG déclinent ces économies. Les directions les mettent en œuvre. Et les salariés en supportent seuls les conséquences.

Alors ne nous parlez plus d'attractivité quand les rémunérations stagnent.

Ne nous parlez plus de reconnaissance quand les carrières sont bloquées.

Ne nous parlez plus de qualité de vie au travail quand les collectifs se désagrègent.

Ne nous parlez plus de dialogue social lorsque toutes les revendications essentielles sont systématiquement ignorées.

Ne nous parlez plus de modernisation lorsque celle-ci se traduit uniquement par davantage de contraintes, davantage de contrôle et davantage de pression.

La colère qui monte aujourd'hui dans les organismes n'est pas une humeur passagère. Elle est profonde. Elle est légitime. Elle est le résultat direct des choix que vous avez faits depuis des années.

.../....

La Sécurité sociale tient encore. Mais elle ne tient plus grâce à vos politiques.

Elle tient grâce au professionnalisme, au sens du service public et à l'engagement exceptionnel des salariés.

Et chacun devrait mesurer une réalité essentielle : cet engagement n'est pas inépuisable.

À force de considérer les salariés comme une variable d'ajustement, vous fragilisez l'ensemble de l'institution.

À force de dégrader les rémunérations, vous détruisez l'attractivité des métiers.

À force d'imposer des réorganisations permanentes, vous épuisez les collectifs de travail.

À force de nier les alertes, vous prenez la responsabilité d'une crise sociale majeure.

La FNPOS CGT exige donc immédiatement :

- une revalorisation significative de la valeur du point ;
- une véritable reconnaissance salariale des qualifications et des compétences ;
- un plan massif de recrutements pérennes dans l'ensemble des branches ;
- une révision profonde des COG et des CPG afin de replacer la qualité du service public avant les seules logiques comptables ;
- un véritable plan national de prévention des risques psychosociaux s'attaquant enfin aux causes organisationnelles ;
- une refonte des outils numériques construite avec les salariés et non contre eux.

Les salariés n'attendent plus des promesses. Ils attendent des décisions.

Ils n'attendent plus des éléments de langage. Ils attendent du respect.

Ils n'attendent plus des discours. Ils attendent des actes.

Car sans les salariés, il n'y a pas de Sécurité sociale.

Et à force de mépriser celles et ceux qui la font vivre chaque jour, vous prenez le risque de mettre en péril l'avenir même de notre institution.